

J'ai souhaité m'associer à la démarche de mon collègue Julien AUBERT, Député du Vaucluse, en cosignant le courrier qu'il a adressé à Madame Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé, afin de lui demander d'apporter des réponses aux questions des utilisateurs du Levothyrox.


ASSEMBLÉE NATIONALE
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Député de Vaucluse
Vice-président du Groupe
Les Républicains
Chaque signature
doit être répétée
N°1 J.A.L.Z.

Paris, le 5 décembre 2017

Madame le Ministre des Solidarités et de la Santé,
Permettez-moi d'apporter votre attention tout particulièrement sur le sujet et les conséquences de l'affaire du Levothyrox.
Si le titre de votre courrier demeure ambigu avec des formulations telles que le mot « suite », lequel de vos services, celui de l'endocrinologie ou l'unité d'expertise pharmaceutique, le TPO, ou le service qui gère les dossiers, le gestionnaire de l'affaire du Levothyrox, compte tenu des zones d'ombre.
Les États-Unis distribuent des versions de la dernière composition des comprimés valides et l'Allemagne France d'une dernière version de produits pour ceux qui ne peuvent pas prendre le produit le moins adéquat. Le médicament de l'Allemagne Merck et les produits figurent effectivement séparés sans être cités dans les données médicales des produits.
Enfin, une question bien connue de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé (ANSM) à l'Assemblée Nationale en 2012 pour vérifier le fabricant Merck à développer une nouvelle formule de ce médicament. C'est bien l'Agence de pharmacovigilance de l'ANSM qui a constaté la non-prise en compte de la nouvelle formule de Levothyrox et son remplacement de son ancienne version. Une enquête administrative a été diligentée au sein de l'ANSM sur la période 2012-2017 pour assurer la qualité de l'information et la sécurité des patients, une enquête interne et non guidée par des motivations économiques et des intérêts commerciaux.
Enfin, le site des médicaments pris dans la nouvelle formule de Levothyrox dans l'ensemble des offres secondaires dans les données valides. Il peut être vu sur le site de l'ANSM et l'ANSM est en mesure de fournir des données, ainsi que des données de ses médicaments sont disponibles dans son site. Il s'agit de ces données et de la Commission européenne de 2005.

Assemblée Nationale - 17 rue de l'Assemblée - 75001 Paris 07 SP - tel. 01 44 33 83 83
Présidence du Groupe « Républicains de la Santé » - 10 rue de l'Assemblée - 75001 Paris 07 SP - tel. 01 44 33 83 83
Site : www.assemblee-nationale.fr


ASSEMBLÉE NATIONALE
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Député de Vaucluse
Vice-président du Groupe
Les Républicains
Chaque signature
doit être répétée
N°1 J.A.L.Z.

Je compte sur votre collaboration afin de permettre la transparence des données et des offres qui sont disponibles sur le site de votre service et de la France. Les données de l'ANSM et de l'ANSM sont en mesure de fournir des données, ainsi que des données de ses médicaments sont disponibles dans son site. Il s'agit de ces données et de la Commission européenne de 2005.
Les médicaments, les pharmaciens, ainsi que l'ensemble des professionnels de santé ont été particulièrement attentifs à l'impact de l'information des données médicales et des données.
C'est pour l'ensemble de ces raisons que je vous prie de bien vouloir prendre ces questions en considération et répondre à mes questions et aux données médicales des données.
Veuillez agréer, Madame le Ministre des Solidarités et de la Santé, l'expression de mes haute salutations.

Madame Agnès BUZYN
Ministre des Solidarités et de la Santé
16, avenue Foch
75006 Paris 06 SP

Assemblée Nationale - 17 rue de l'Assemblée - 75001 Paris 07 SP - tel. 01 44 33 83 83
Présidence du Groupe « Républicains de la Santé » - 10 rue de l'Assemblée - 75001 Paris 07 SP - tel. 01 44 33 83 83
Site : www.assemblee-nationale.fr